

ASSOCIATION EPICÈNE

Épicène est une association créée en 2013 qui a pour objet la diffusion des connaissances en sciences humaines et sociales sur le genre, les sexualités et les familles dans le but de lutter contre les discriminations sexistes et hétérosexistes en informant/éduquant/formant le/les public·s et les professionnel·le·s. Elle est actuellement composée de 6 membres dans le Conseil d'administration et d'une salariée. C'est avec elle, Élise Devieille, que nous nous sommes entretenu pour parler de l'association. Elle est docteure en sociologie. En 2013, elle a soutenu à l'Université de Caen Normandie sa thèse de sociologie qui portait sur les méthodes d'éducation à la sexualité, dans une perspective comparative franco-suédoise.



Comment avez-vous connu la Ligue et pourquoi avez-vous pris une adhésion ?

C'est arrivé par deux chemins différents : l'année dernière, nous avons fait une demande de soutien à la Direccte pour un dispositif de secours Économie Sociale et Solidaire - et c'est la Ligue qui encadre le Dispositif Local d'Accompagnement dont nous allons bénéficier. Par ailleurs, nous avons une amie qui est devenue salariée de la Ligue et qui nous a recommandé de regarder les statuts et les missions de celle-ci, car nous partageons des valeurs communes.

Comment se porte l'association suite aux perturbations liées au COVID ?

Nous avons essayé d'adapter au mieux nos actions sur le terrain. Lors des ateliers à petite échelle (10-15 personnes), nous avons pu maintenir le présentiel en gardant la distanciation sociale. Par contre, plusieurs conférences ont été reportées, voire annulées. Nous avons mis en place des conférences filmées (dont certaines sont visibles sur notre page facebook : <https://www.facebook.com/association.epicene>).

Ça reste frustrant car cela ne permet pas l'interactivité du présentiel, mais ce format a permis de diffuser plus largement nos interventions : 1.300 vues au lieu d'une salle de 50 personnes, ce n'est pas si mal !

Nos activités se sont vues diminuées et les aides gouvernementales liées au COVID ont soulagé notre trésorerie. Nos prestataires viennent en grand majorité nous chercher et nous réembauchent souvent d'une année sur l'autre - nous avons la chance d'avoir un bon bouche-à-oreille.

Comment se passe la gouvernance de votre association et avez-vous des problèmes de renouvellement de votre conseil d'administration ?

Très vite après la création de notre association, nous avons décidé que la gouvernance serait horizontale. Nous n'avons pas les archétypes classiques président·e/trésorier·e/secrétaire. Nous avons identifié les principaux rôles et missions dans l'association pour que je puisse savoir à tout moment à qui m'adresser en fonction de mes besoins. Une réunion mensuelle est organisée pour gérer les affaires courantes de l'association et se répartir les tâches si un·e membre n'est plus autant disponible qu'avant. Cela permet d'éviter un essoufflement du CA qui n'a quasiment pas bougé depuis sa création (seule Elsa Proust a intégré le CA récemment). Nous n'avons pas encore eu besoin de renouveler le CA, d'autant que nous voulons avoir la certitude que chaque membre partage bien l'ensemble de nos valeurs. Nous n'avons pas non plus ouvert l'association à des adhérent·es car je suis la seule mobilisée sur les actions de formation, nous ne faisons pas de prestations bénévoles actuellement.

L'association a-t-elle subi des pressions/menaces/violences à causes des actions ?

Malheureusement oui : nous avons été malmené·es en 2015. Je donnais une conférence sur l'égalité des sexes et des sexualités dans l'éducation à la sexualité et j'ai été filmée à mon insu par un militant d'extrême droite. La vidéo a été diffusée en ligne dans toute la fachosphère et nous avons fait l'objet de commentaires et messages misogynes, homophobes, transphobes, antisémites, nous accusant de pervertir la jeunesse et autres joyeusetés. La vidéo est ressortie en 2017 suite au débat de la « théorie du genre ». Le harcèlement en ligne est une expérience malheureusement partagée par toutes les personnes qui travaillent sur le genre et les sexualités. Ce qui est important, c'est que j'étais bien entourée et soutenue par l'ensemble de l'association qui a organisé ma protection. Nous savons que l'idéal féministe égalitaire et émancipateur bouscule l'ordre établi et provoque des réactions conservatrices, mais c'est comme ça qu'avance le changement social.

« Il y a une prise de conscience de l'ampleur des problèmes liés au genre et de plus en plus de volontés et d'initiatives collectives pour s'en émanciper . »



Pour toi, la société a-t-elle évolué sur les questions des discriminations ces dernières années ?

Heureusement oui ! Tout n'est pas réglé, loin de là : les violences et les inégalités sont toujours très présentes. Je m'inquiète de l'absence fréquente de sociologues lors de débats, ce qui prive les échanges d'un éclairage des sciences humaines. On continue aussi à discuter des droits des personnes sans les inviter - c'est encore le cas dans le débat actuel sur la Procréation Médicalement Assistée, on ne voit quasiment jamais de lesbiennes sur les plateaux. Et avec la crise du coronavirus, les vieux réflexes sexistes sont revenus : on interroge plus les hommes que les femmes et l'inégalité d'occupation de l'antenne et du temps de parole est flagrante.

Mais globalement, je pense que le niveau de connaissances sur ces questions a augmenté. Il y a de plus en plus de recherches universitaires sur les inégalités de genre. Des journaux comme Médiapart font aussi des enquêtes de fond pour permettre d'argumenter et de prouver les violences sexistes et sexuelles. Des personnalités ont pris la parole publiquement contre le sexisme, l'homophobie, la transphobie, certaines ont fait leur coming-out trans ou homo, et c'est important : leur témoignage est moins contesté et elles mettent leur notoriété au service de celles et ceux qui n'ont pas accès à la même reconnaissance médiatique et sociale.

La meilleure représentation de la diversité à l'écran (malheureusement, encore rare en France) permet au grand public de se sentir mieux pris en considération. La multiplication des podcasts, reportages, bandes dessinées sur le sujet permet la transmission d'information au plus grand nombre. Les voix pour la justice sociale se sont multipliées dans de nombreux domaines : il y a une prise de conscience de l'ampleur des problèmes liés au genre et de plus en plus de volontés et d'initiatives collectives pour s'en émanciper. Épicène est fière d'être l'une de ces voix au sein de la Ligue de l'enseignement.

Élise, la création de l'association a-t-elle un lien avec la soutenance de ta thèse ?

En partie. L'association est née entre autres de la volonté de Camille Frémont, aussi docteure en sociologie et membre du Conseil d'Administration.

Il faut savoir que le Conseil d'administration et moi-même sommes avant tout ami·es de longue date et nous souhaitons partager nos connaissances et vulgariser la sociologie. Les années 2012-2013 ont été les années de la loi du mariage pour tous, avec son lot de débats violents sur les droits des personnes homosexuelles.

Camille travaillait sur la lesboparentalité, moi sur le genre, et nos camarades suivaient comme nous avec attention et atterrement la tenue de ces débats : nous étions choqué·es par le fait qu'on discute de l'égalité des droits humains comme s'il s'agissait d'une simple question d'opinion, mais aussi dépité·es par l'absence de données et d'études sociologiques apportées lors des échanges.

Celles-ci existent pourtant depuis très longtemps (les premières enquêtes de terrain sur l'homoparentalité remontent aux années 1970) et prouvent que les parents homos ne sont ni moins bons, ni meilleurs que les hétéros. Le simple fait de s'interroger sur l'impact de l'orientation sexuelle sur la compétence parentale et le bien-être des enfants est révélateur de l'homophobie ambiante : on ne se pose pas la question pour les parents hétéros !

Des pétitions pour interdire l'enseignement de la « théorie du genre » à l'école sont apparues à cette même période. Il y avait une inquiétude quant au fait d'aborder la transidentité, l'homosexualité, les stéréotypes de genre avec des enfants et des ados – alors que l'on savait déjà à l'époque que le silence, les tabous et les préjugés nourrissent la transphobie, l'homophobie et le sexisme.

Épicène est ton seul employeur ?

Epicène n'est qu'une partie de mon activité salariale. En tant qu'enseignante, j'ai actuellement 6 autres contrats, plus ou moins précaires (ce sont principalement des vacations). Épicène me permet d'avoir une certaine stabilité avec un CDI de 20h par mois.

L'association rayonne sur quel secteur ?

Surtout Caen et sa périphérie, mais nous faisons des actions ponctuelles sur toute la France. L'association fait surtout de la formation professionnelle auprès des corps intermédiaires (professionnel·le·s de l'éducation, de la santé, de l'animation, de l'action sociale, collectivités territoriales...) et sensibilise parfois aussi le grand public directement.

Épicène a-t-elle évolué depuis sa création ?

Nous avons élargi notre cercle de connaissances et d'action. Notre cœur d'étude porte sur les inégalités de genre et de sexualités, mais nous avons peu à peu affiné notre analyse en croisant les questions du sexisme et de l'homophobie avec la transphobie, le racisme et le classisme (discrimination économique et sociale des classes modestes).

Les droits des personnes intersexes font aussi partie de nos interventions aujourd'hui : 1,7% de la population possède des caractéristiques sexuées ni strictement mâles, ni strictement femelles, mais la société continue de penser qu'il n'y a que deux sexes et rien entre les deux, forçant (médicalement et administrativement) les enfants intersexes à intégrer une des deux cases. Nous nous sommes vite aperçu·es que les différentes discriminations s'interconnectent entre elles et que pour que nos travaux soient le plus précis et nuancés possible, nous devons penser l'articulation de ces oppressions et leurs intersections.

Dans les années qui viennent, nous aimerions traiter aussi des questions de santé physique et mentale et aborder le validisme (discrimination des personnes en situation de handicap ou de maladie) qui est un sujet fort et transversal.